

**RAPPORT N° 2025/3-37
au Bureau de la Communauté
en séance du Jeudi 26 juin 2025**

OBJET :

AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA SPL MARAINA POUR LES TRAVAUX DE CREATION D'UN ESPACE CINERAIRE ET D'EXTENSION DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE BOIS ROUGE

I- PREAMBULE

Les dispositions législatives issues notamment de la loi ENL du 13 juillet 2006 et visant les outils de développement du territoire ont permis la création de Sociétés Publiques Locales d'Aménagement (SPLA), au service des collectivités locales, des territoires et de leurs habitants. Ces Sociétés ont vocation à intervenir dans des domaines tels que l'aménagement, le logement, les transports, le tourisme, l'énergie, les déchets, etc....

C'est donc dans ce cadre que le Conseil communautaire en date du 26 avril 2012 a validé l'adhésion de la CINOR à la SPLA MARAINA, aujourd'hui dénommée SPL MARAINA. La communauté peut donc lui confier des missions sans nécessité de publicité et de mise en concurrence.

Conformément à l'article 2 de ses statuts, la société a pour objet de réaliser exclusivement pour le compte de ses collectivités actionnaires, et dans le périmètre géographique de celles-ci, toute opération d'aménagement définies à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme.

Elle peut notamment assurer les prestations d'études stratégiques et de service liées à l'aménagement du territoire, au sens large, des collectivités actionnaires et notamment les équipements publics, l'organisation, la gestion et la valorisation des patrimoines publics, techniques, juridiques, financières, etc.... sur la base de contrats de mandats, d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou de conduite d'opération.

C'est donc à ce titre que la CINOR souhaite lui déléguer la maîtrise d'ouvrage des travaux d'extension du cimetière intercommunal de Bois Rouge situé sur la commune de Sainte-Marie via une convention de mandat.

En effet, depuis 2006 la Communauté a mis en service un cimetière paysager et un funérarium qu'elle gère en direct. Cet équipement d'intérêt communautaire nécessite un aménagement pour offrir des emplacements supplémentaires.

Il s'agit notamment de procéder aux travaux d'extension suivants :

- création d'emplacements avec un aménagement adapté ainsi que des parkings ;
- aménagement d'une liaison piétonne pour faciliter l'accès du cimetière actuel vers l'extension en franchissant la ravine des Figues ;
- création d'un espace cinéraire prévoyant tout type d'emplacement ainsi que d'un ossuaire bien dimensionné ;
- les locaux administratifs et techniques.

II- CONTENU DU MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE

a) Missions du mandataire :

Conformément aux dispositions prévues à l'article L2422-6 du code de la commande publique, les attributions confiées au Mandataire portent sur les éléments suivants :

- La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi de son exécution ;
- L'approbation des études de conception du maître d'œuvre ;
- La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics de travaux, ainsi que le suivi de leur exécution ;
- Le montage et le suivi de l'instruction du dossier de demande de subvention éventuel ainsi que les demandes

d'acompte et du solde,

- Le versement de la rémunération du maître d'œuvre ainsi que les prestataires et le paiement des marchés publics de travaux ;
- La réception de l'ouvrage.

Le programme prévisionnel des études et des travaux projetés à mettre en œuvre dans le cadre du mandat pourra être précisé lors des études.

Le mandataire représentera le maître de l'ouvrage à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions qui lui ont été confiées jusqu'à ce que le maître de l'ouvrage ait constaté l'achèvement de sa mission dans les conditions définies par la présente convention. Il veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle dans le seul cadre desquels il a le pouvoir d'agir au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage.

La mission confiée au mandataire par le maître de l'ouvrage porte sur l'organisation de la gestion administrative, technique, financière et comptable de l'opération objet de la présente convention.

Par ailleurs, il est donné au mandataire les éléments de mission complémentaires suivants :

- Préparation au nom et pour le compte du Maître de l'Ouvrage, des dossiers d'autorisations administratives nécessaires et le suivi ;
- Recueil et transmission au mandant de toutes les précisions et modifications nécessaires au programme et son enveloppe financière ;
- Préparation, signature et suivi des contrats de contrôle technique et toutes autres prestataires intellectuels nécessaires au projet ;
- Versement de tout paiement lié aux prestations des intervenants sur le projet ;
- Représentation du Maître d'ouvrage dans les relations avec les sociétés concessionnaires afin de prévoir, en temps opportun, leurs éventuelles interventions et coordination avec ces sociétés ;
- Suivi au nom et pour le compte du Maître de l'Ouvrage de la mise au point du calendrier global du projet avec les entreprises, en vérifiant la compatibilité avec les exigences du Maître de l'Ouvrage ;
- Préparation, signature et suivi des vérifications techniques nécessaires.

Le contenu de ces missions est détaillé dans l'article 3 de la convention de mandat.

b) Enveloppe financière de l'opération de travaux

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à :

6 525 272,00 € HT soit 7 079 920,12 € TTC (y/c rémunération du mandataire) comme indiquée dans l'annexe 2 « Bilan Prévisionnel » du projet de convention ci-joint

Les montants définitifs de ces enveloppes seront déterminés au moment de l'approbation des phases d'études par le Maître de l'ouvrage et en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le Mandataire pour sa réalisation.

Le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux est estimée à : 5 220 000 € HT (y compris provision pour révision de prix et aléas)

c) Rémunération du mandataire

La rémunération du Mandataire est forfaitaire pour un montant global de **380 650,00 € HT**, soit **413 005,25 € TTC** (hors révisions).

La décomposition de la rémunération est détaillée dans l'annexe 3 « Décomposition détaillée de l'offre Maraina » du projet de convention ci-joint.

d) Durée du mandat

La convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre en vigueur à la date de sa notification à la SPL Maraina et prendra fin à l'issue de la Garantie de Parfait Achèvement des ouvrages, soit une durée prévisionnelle de 82 mois.

La durée prévisionnelle des travaux est estimée à 42 mois sur la base du planning prévisionnel joint (cf. annexe 5 du projet de convention ci-joint)

La CINOR étant actionnaire de la SPL Maraina, la convention de maîtrise d'ouvrage mandatée relative à l'opération pour des travaux d'extension d'un espace cinéraire et d'extension du cimetière intercommunal de Bois Rouge fera l'objet d'un contrat « in house » ou quasi régie et, ce, après vérification des conditions cumulatives prévues à l'article L.2511-1 du code de la commande publique.

Le recours à ce type de contrat permettant de déroger aux règles de mise en concurrence prévues par le code précité, la SPL Maraina propose à la CINOR l'approbation d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée en application des dispositions des articles L.2422-1 et suivants du code de la commande publique.

Dans le cadre de la réalisation de sa mission de mandat, la SPL Maraina, agissant au nom et pour le compte de la CINOR, il sera fait application des règles de la commande publique en vigueur au sein de la collectivité pour ce qui concerne la dévolution des marchés publics en résultant.

A ce titre, les procédures de passation des marchés publics seront mises en œuvre conformément aux textes en vigueur et aux règles internes à la CINOR. Les décisions d'attribution des marchés et, le cas échéant, celles relatives aux évolutions contractuelles seront toutes prises par les organes dédiés (Conseil Communautaire, Bureau Communautaire, représentant du pouvoir adjudicateur ...)

Je vous demande en conséquence :

- D'approuver le programme des travaux de création d'un espace cinéraire et d'extension du cimetière intercommunal de Bois Rouge ;
- D'approuver l'enveloppe prévisionnelle de l'opération arrêtée à **6 525 672,00 € HT soit 7 079 920,12 € TTC ;**
- D'approuver la délégation de la maîtrise d'ouvrage pour l'opération relative aux travaux de construction d'un espace cinéraire et d'extension du cimetière intercommunal de Bois Rouge à la SPL Maraina ;
- D'approuver les termes de la convention de mandat et de ses annexes ;
- De m'autoriser à mettre en œuvre toutes les procédures prévues en la matière et à signer tous les actes y afférents.

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2025/3-37
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET :

AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA SPL MARAINA POUR LES TRAVAUX DE CREATION D'UN ESPACE CINERAIRE ET D'EXTENSION DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE BOIS ROUGE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/ 3-37 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Article 1 :

D'approuver le programme des travaux de création d'un espace cinéraire et d'extension du cimetière intercommunal de Bois Rouge ;

Article 2 :

D'approuver l'enveloppe prévisionnelle de l'opération arrêtée à **6 525 272,00 € HT soit 7 079 920,12 € TTC ;**

Article 3 :

D'approuver la délégation de la maîtrise d'ouvrage pour l'opération pour des travaux relative à la construction d'un espace cinéraire et d'extension du cimetière intercommunal de Bois Rouge à la SPL Maraina ;

Article 4 :

D'approuver les termes de la convention de mandat et de ses annexes ;

Article 5 :

D'autoriser le Président à mettre en œuvre toutes les procédures prévues en la matière et de signer tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 12

Suffrages exprimés : 12

Vote pour : 12

Vote contre : 00

Abstention : 00

Ne prend pas part au vote et aux débats : Monsieur Benjamin THOMAS

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIN 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL

